



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 03/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Distillerie DOUENCE

route de la distillerie
33670 Saint-Genès-De-Lombaud

Références : 25-0208
Code AIOT : 0005201173

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2025 dans l'établissement Distillerie DOUENCE implanté route de la distillerie 33670 Saint-Genès-de-Lombaud. L'inspection a été annoncée le 15/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection, objet du présent rapport, a été réalisée dans le cadre de l'action nationale 2025 sur les moyennes installations de combustion.

Elle a également permis de contrôler par sondage le respect de l'arrêté préfectoral en vigueur du site, notamment son autosurveillance.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Distillerie DOUENCE
- route de la distillerie 33670 Saint-Genès-de-Lombaud
- Code AIOT : 0005201173
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société Distillerie DOUENCE est implantée à Saint-Genès-de-Lombaud où elle exploite une unité de production d'alcool par distillation de marcs, lies et vins, et de valorisation de ces produits secondaires du vignoble.

La quantité de marcs de raisin récupérée pour la campagne 2024-2025 est de 28 000 t, quantité en baisse par rapport aux années précédentes. L'activité du site est touchée par les difficultés que connaît la filière viticole.

Le site emploie 37 personnes.

Environnement du site

Le site se situe en fond de vallon et couvre une surface d'environ 5 ha, dont 3 ha dédiés à l'activité (usine, voirie et lagunes de traitement des effluents). Le site est inséré entre différents cours d'eau : La Soye (affluent du Lubert en amont du site), Le Degans (affluent du Lubert en aval du site) et Le Lubert qui se rejette 5 km plus loin dans La Garonne.

Les habitations les plus proches de l'établissement sont situées en limite de site à l'ouest et au nord et appartiennent à la famille Douence. D'autres habitations sont présentes à environ 500 m du site.

Situation administrative

L'exploitation est autorisée par l'arrêté préfectoral du 23 juin 1975. Les installations de production par distillation et de stockage d'alcool de bouche sont désormais réglementées par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 28 janvier 2020 et du 4 mars 2022.

Les installations actuelles relèvent notamment :

- du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2170 (fabrication des engrais et supports de culture) et 4130 (stockage d'acide nitrique) ;
- de l'enregistrement pour la rubrique 2250 (distillation) ;
- et de la déclaration pour d'autres rubriques (dont le stockage d'alcools ou les installations de combustions).

Installations de combustion

La distillerie dispose de deux chaudières fonctionnant à la sciure de bois (MOCKE de 8 MW et STEIN de 4 MW) et une chaudière fonctionnant au gaz (de secours de 7 MW) pour les besoins en vapeur du site. Ce sont ces installations, relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2910-A, qui sont visées par l'action nationale de contrôle.

Le site dispose également d'un four de séchage des marcs (8,6 MW) alimenté soit par du tourteau de pépins de raisin, de la pulpe de raisin ou des pépins de raisin, couvert par la rubrique 2260.

Enfin, le site dispose d'un four de séchage des tartrates de chaux fonctionnant au gaz, dont les fumées sont brûlées dans la chaudière STEIN.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Combustion

- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Légionelles / prévention légionellose
- Odeur
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Appareils destinés exclusivement à venir en secours d'une chaudière	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
15	Livret de chaufferie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7	Demande d'action corrective	2 mois
16	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9	Demande d'action corrective	2 mois
20	Rejets aqueux n°1	Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 4.3.9.1 & 9.2.3.1	Demande d'action corrective	2 mois
23	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 9.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
25	Bruit	Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 6.2 & 9.2.5 et article 4.6, APC du 04/03/2022	Demande d'action corrective	18 mois
26	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 7.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
28	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 7.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
31	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 7.4.5	Demande d'action corrective	2 mois
32	Cuves et rétentions	Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 7.5.1	Demande d'action corrective	2 mois
36	Chaudière GAZ	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.13 & 2.16	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 2.6.1	Sans objet
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 3.1.1	Sans objet
3	Rejets	Arrêté Préfectoral du 28/01/2020,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	atmosphériques	article 3.2.4 & 9.2.1.1	
4	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R.515-114	Sans objet
5	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1	Sans objet
7	Valeurs Limite d'Emission (VLE)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4	Sans objet
8	VLE Chaudière de secours	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.I.a)	Sans objet
9	VLE Chaudières biomasse	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.I.a), III & IV	Sans objet
10	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I à III	Sans objet
11	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.V	Sans objet
12	Evaluation de la conformité aux VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.VI	Sans objet
13	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.4	Sans objet
14	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 7.7.IV	Sans objet
17	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 3.1.3.1 & 3.1.3.4	Sans objet
18	Légionellose	Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 8.8	Sans objet
19	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 4.1.1 & 9.2.2	Sans objet
21	Rejets aqueux n°2	Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 4.3.9.1 & 9.2.3.2	Sans objet
22	Rejets aqueux n°3	Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 4.3.12 & 9.2.3.1	Sans objet
24	Déchets	Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 5.1.6	Sans objet
27	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 04/03/2022, article 4.5	Sans objet
29	Dispositifs de protection contre la	Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 7.6.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	foudre		
30	Electricité statique et mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 7.4.3	Sans objet
33	Détection incendie des cuvettes de rétention	Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 8.1.4	Sans objet
34	Epandage autorisé	Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 8.5.2	Sans objet
35	Déclaration annuelle	Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 9.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité du site respecte le cadre de son arrêté préfectoral d'autorisation. L'exploitant entretient ses installations en suivant les exigences réglementaires. L'exploitant a mis en place une organisation pour s'assurer du suivi des sujets environnementaux et de sécurité.

En ce qui concerne les installations de combustion, objets de l'action nationale de contrôle, elles présentent des rejets atmosphériques conformes aux valeurs limites réglementaires et elles sont globalement entretenues en respectant les exigences réglementaires associées.

L'inspection a conduit à identifier quelques écarts appelant des réponses de la part de l'exploitant. Ces dernières doivent faire l'objet d'une réponse suivant les délais précisés dans les fiches de constat.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 2.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Documents à tenir à disposition
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> - le dossier de demande d'autorisation initial, - les plans tenus à jour, - les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, - tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments attestant notamment de : <ul style="list-style-type: none"> - la vérification des moyens de protection incendie, - la vérification de l'état des cuves d'alcool et de leurs équipements, - la vérification des rétentions, - la vérification des mises à la terre et des liaisons équipotentielles des cuves d'alcools,

<ul style="list-style-type: none"> - la vérification de la continuité électrique et de l'état des flexibles, - la vérification de l'efficacité des détections incendie au niveau des cuvettes de rétention, - la vérification du bon fonctionnement des dispositifs de traitements de l'air, - la vérification du bon fonctionnement des installations de traitement des eaux, - la formation du personnel aux risques. <p>Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les documents attestant des vérifications listées à l'article 2.6.1 précité sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Certains ont été demandés en amont de l'inspection et les classeurs contenant les rapports ont pu être consultés le jour de l'inspection.</p> <p>L'exploitant a été en capacité de répondre aux demandes de l'inspection en présentant les documents nécessaires, facilement mobilisables.</p> <p>La gestion de l'établissement est assurée par le directeur technique du site et la responsable Environnement.</p> <p>Les fiches de constats suivantes présentent plus en détails les différents items, objets des vérifications.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Rejets atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 3.1.1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Programme de surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction. À cet effet, l'exploitant met en place un programme de suivi et de contrôle de ses installations. Ce programme et le suivi des installations sont formalisés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le programme de surveillance des rejets atmosphériques a été présenté, fixant les dates de contrôle et les paramètres à suivre.</p> <p>Un tableur de suivi des installations de combustion est également tenu, notamment afin de fixer les consignes de maintenance et de surveillance opérationnelle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Rejets atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 3.2.4 & 9.2.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

art. 3.2.4

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs);
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous (cf AP)

art. 9.2.1.1

Autosurveillance par la mesure des émissions canalisées

- Conduit 1 (chaudière secours gaz) : tous les 2 ans
- Conduits 2 (chaudière MOCKE - bois) : tous les ans et tous les 2 ans pour dioxines et COVNM
- Conduit 3 (chaudière STEIN - bois) : tous les ans et tous les 2 ans pour dioxines et COVNM
- Conduit 4 (four marc PROMILL) : tous les semestres + COVNM annuel

Autosurveillance par le suivi des appareils de traitement des rejets :

[...] La pression de vapeur est suivie et enregistrée en sortie de la chaudière Mocke et de la chaudière Stein. En cas de baisse de pression, l'exploitant intervient sans délai pour rétablir la combustion. Ces données sont conservées et tenues à la disposition de l'inspection. [...]

Constats :

La surveillance des rejets atmosphériques du site est menée conformément à l'arrêté préfectoral. Le détail de la surveillance des installations de combustion (Conduit n°1, 2, 3) visées par la rubrique 2910-A est traité dans les fiches de contrôle suivantes.

Concernant le four de séchage des marcs Promill (Conduit n°4), le rapport de mesures des émissions atmosphériques du 8 octobre 2024 par Bureau Veritas indique le respect des VLE. Séchoir Promill (08/10/2024)

- Poussière : 35,5 mg/Nm³ < 50
- NOx : 64,8 mg/Nm³ < 650
- SO₂ : 1,51 mg/Nm³ < 225
- CO : 177 mg/Nm³ < 500
- COVNM : 111 mg/Nm³
- Cd : 0,045 mg/Nm³ < 0,05
- Hg : 0,000000922 mg/Nm³ < 0,05
- Pb : 0.00265 mg/Nm³ < 1
- Tl : 0 mg/Nm³ < 0,05
- Cd, Hg, Tl : 0,045 mg/Nm³ < 0,1
- As, Se, Te : 0,000673 mg/Nm³ < 1
- Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, V, Zn : 0,311 mg/Nm³ < 20
- HAP : 0,00627 mg/Nm³ < 0,1

- dioxines : $0,000236 \text{ ng/Nm}^3 < 0,1$

Il est à noter que le rapport de mesures ne référence pas les VLE en flux, fixées dans l'arrêté préfectoral. Les flux sont conformes au regard des débits mesurés.

Concernant la pression de vapeur, le suivi de la donnée a pu être consulté directement sur le tableau de bord de la chaudière MOCKE. L'exploitant a indiqué qu'une alarme était paramétrée, reportée au poste de surveillance de l'installation, lorsque la pression de vapeur descendait sous les 8 bars (non vérifié).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, article R.515-114

Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement des installations MCP

Prescription contrôlée :

I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :

- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;
- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;
- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;
- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;
- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;
- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;
- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement.

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ; [...]

2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L.512-1, L.512-7 et L.512-8.

Constats :

L'exploitant a renseigné les informations concernant ses installations de combustion dans le registre national :

- Chaudière STEIN, mise en service le 30/07/1985, puissance : 4MW, combustible : biomasse solide
- Chaudière MOCKE, mise en service le 11/12/1991, puissance : 8MW, combustible : biomasse solide
- Chaudière GAZ, mise en service le 19/08/1999, puissance: 7MW, combustible : gaz naturel, fonctionnement <500 h/an

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A

Prescription contrôlée :

Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration et aux caractéristiques préconisées par le constructeur des appareils de combustion.

Ceux-ci ne peuvent être d'autres combustibles que ceux définis limitativement dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A.

Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.

Constats :

Les installations de combustion visées par la rubrique 2910-A utilisent les combustibles suivants :

- chaudière GAZ : gaz naturel ;
- chaudières MOCKE et STEIN : sciure de bois. Il s'agit de sciures de bois brutes et non traitées, issues de scieries de pin situées en Gironde et dans les Landes (environ 5 fournisseurs annoncés).

Les combustibles utilisés sont conformes à ceux annoncés et autorisés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Appareils destinés exclusivement à venir en secours d'une chaudière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.4.2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Appareils destinés exclusivement à venir en secours d'une chaudière

Prescription contrôlée :

Les dispositions des points 6.2.4 et 6.4 de la présente annexe ne s'appliquent pas aux appareils de combustion destinés exclusivement à venir en secours, en cas de défaillance technique, d'un ou plusieurs appareils de combustion autres que turbines, moteurs, générateurs de chaleur directe et pour lesquels l'exploitant s'est engagé à les faire fonctionner moins de 500 heures par an.

Constats :

La chaudière GAZ fonctionne en secours des 2 chaudières biomasse pour la production de vapeur.

<p>Vu les déclarations GEREP, l'installation a fonctionné 301,75 h en 2023, 16 h en 2022 et 276 h en 2021.</p> <p>L'inspection des installations classées a noté qu'en 2024, cette chaudière a fonctionné 607 h.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées le fonctionnement de plus de 500 h de la chaudière GAZ en 2024.</p> <p>L'exploitant présente les mesures prises afin de garantir un fonctionnement moins de 500 heures par an.</p> <p>Il est rappelé qu'en cas de fonctionnement de plus de 500 h/an, l'installation ne pourra plus être considérée comme une installation de secours. Les dispositions des points 6.2.4 et 6.4 de l'annexe de l'arrêté du 3 août 2018 deviendront applicables.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Valeurs Limite d'Emission (VLE)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Conditions de référence</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés aux conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec.</p> <p>Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu les rapports de contrôle des chaudières par Bureau Veritas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chaudière GAZ (14/11/2023) : concentration en mg/Nm³ exprimé sur gaz sec à 3 % O₂ ; - Chaudière STEIN (03/10/2024) : concentration en mg/Nm³ exprimé sur gaz sec à 6 % O₂ ; - Chaudière MOCKE (20/11/2024) : concentration en mg/Nm³ exprimé sur gaz sec à 6 % O₂.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : VLE Chaudière de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.I.a)
Thème(s) : Actions nationales 2025, Existantes + nouvelles - Ptotale > 5 MW - < 500 h/an
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses : [...]</p> <p>- aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et fonctionnant moins de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté ; [...]</p> <p>Gaz naturel - P < 10 MW : SO₂ (mg/Nm³) :- / NOx (mg/Nm³) : 100 ^{(2),(8)} / Poussières (mg/Nm³) : - [...]</p> <p><i>Renvoi Conditions Valeur limite d'émission (mg/Nm³)</i></p> <p>(2) Installation déclarée entre le 1^{er} janvier 1998 et le 1^{er} janvier 2014. NOx : 150</p> <p>(8) Installation déclarée avant le 1^{er} janvier 1998. NOx : 225</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral du 28 janvier 2020 de la distillerie fixe les valeurs limites suivantes pour la chaudière GAZ (7 MW, gaz, mise en service en 1999) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Poussières : 5 mg/Nm³ • SO₂ : 35 mg/Nm³ • NOx : 150 mg/Nm³ • CO : 250 mg/Nm³ <p>Ces valeurs sont conformes à l'arrêté ministériel précité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : VLE Chaudières biomasse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.I.a), III & IV
Thème(s) : Actions nationales 2025, Décla AVANT 01/01/2014 - Pt >5MW - > 500h/an
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. a) Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses :</p> <p>- aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2024 ; [...]</p> <p>Biomasse solide : SO₂ (mg/Nm³) : 225 / NOx (mg/Nm³) : 525 ⁽⁵⁾ / Poussières (mg/Nm³) : 50</p> <p><i>Renvoi Conditions Valeur limite d'émission (mg/Nm³)</i></p> <p>(5) Installation déclarée avant le 1^{er} janvier 2014. NOx : 750</p> <p>III. Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et :</p> <p>- de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW déclarées avant le 1^{er} janvier 2014, à compter du 1^{er} janvier 2025 ; [...]</p> <p><u>Biomasse solide :</u></p>

$P \geq 5$: SO_2 (mg/Nm³) : 200 / NO_x (mg/Nm³) : 650 / Poussières (mg/Nm³) : 50 / CO (mg/Nm³) : 250

IV. Les installations utilisant un combustible solide respectent la valeur limite suivante :

- en dioxines et furanes : 0,1 ng I-TEQ/Nm³.

Les installations déclarées après le 1er janvier 1998 utilisant de la biomasse respectent les valeurs limites suivantes :

- en composés organiques volatils hors méthane (exprimés carbone total) : 50 mg/Nm³.

Constats :

L'arrêté préfectoral du 28 janvier 2020 de la distillerie fixe les valeurs limites suivantes pour la chaudière MOCKE (8 MW, biomasse, mise en service en 1991) et STEIN (4 MW, biomasse, mise en service en 1985) :

- Poussières : 50 mg/Nm³
- SO_2 : 150 mg/Nm³
- NO_x : 375 mg/Nm³
- CO : 250 mg/Nm³
- COVNM : 50 mg/Nm³
- Dioxines et furanes : 0,1 ng TEQ/Nm³

Ces valeurs sont conformes à l'arrêté ministériel précité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I à III

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mesure périodique des rejets dans l'air

Prescription contrôlée :

I. L'exploitant fait effectuer [...] une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O_2 , SO_2 , poussières, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes.

Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

II. La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse.

III. Pour les appareils de combustion fonctionnant moins de 500 h par an, des mesures périodiques sont réalisées *a minima* toutes les 1 500 heures d'exploitation. La fréquence des

mesures périodiques n'est, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans.
Constats : L'arrêté préfectoral du 28 janvier 2020 de la distillerie fixe les périodicités de surveillance suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • chaudières MOCKE et STEIN : tous les ans pour débit, O₂, CO, SO₂, poussières et NOx + dioxines et COVNM tous les 2 ans • chaudière GAZ : tous les 2 ans pour débit, O₂ et NOx Ces valeurs sont conformes à l'arrêté ministériel précité. La surveillance des rejets du site va au delà.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.V
Thème(s) : Actions nationales 2025, Conditions de fonctionnement de l'installation
Prescription contrôlée : V. Les mesures sont effectuées selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. Elles sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. [...]
Constats : Les mesures des émissions atmosphériques ont été réalisées par Bureau Veritas, organisme accrédité COFRAC. Selon les rapports, les mesures ont été réalisées aux régimes de fonctionnement fixés par l'exploitant : (100% pour les chaudière STEIN et MOCKE)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Evaluation de la conformité aux VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.VI
Thème(s) : Actions nationales 2025, Evaluation de la conformité aux VLE
Prescription contrôlée : Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.
Constats : Les rapports de mesures des émissions atmosphériques relèvent les concentrations suivantes qui respectent les VLE : Chaudière MOCKE (20/11/2024)

- Poussières : 25,8 mg/Nm³ < 50
- NOx : 62,9 mg/Nm³ < 375
- SO₂ : 0,226 mg/Nm³ < 150
- CO : 192 mg/Nm³ < 250
- COVNM : 40,8 mg/Nm³ < 50
- dioxines : 0,0204 ng/Nm³ < 0,1

Chaudière STEIN (03/10/2024)

- Poussières : 21,1 mg/Nm³ < 50
- NOx : 176 mg/Nm³ < 375
- SO₂ : 4,55 mg/Nm³ < 150
- CO : 242 mg/Nm³ < 250
- COVNM : 2,14 mg/Nm³ < 50
- dioxines : 0,000071 ng/Nm³ < 0,1

Chaudière GAZ (14/11/2023)

- Poussières : 2,37 mg/Nm³ < 5
- NOx : 138 mg/Nm³ < 150
- SO₂ : 3,3 mg/Nm³ < 35
- CO : 0 mg/Nm³ < 250

Il a été relevé que les flux limites, indiqués dans l'arrêté préfectoral du site, ne sont pas repris dans les rapports pour positionnement. Les flux sont conformes au regard des débits mesurés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Système de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.4

Thème(s) : Actions nationales 2025, Système de traitement des fumées

Prescription contrôlée :

I. Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de traitement des poussières dans les gaz de combustion aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant. [...]

Constats :

Les chaudières MOCKE et STEIN sont dotées d'un cyclone et d'un électrofiltre.
Les rapports d'entretien de ces installations par leur constructeur (SCHEUCH) ont été présentés durant l'inspection, datés du 20 et 21 août 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Système de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 7.7.IV

Thème(s) : Actions nationales 2025, Séparation des cendres des appareils biomasse

Prescription contrôlée :

<p>IV. Les appareils de combustion de biomasse déclarés avant le 1^{er} janvier 2024, d'une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 10 MW, et dont les cendres sous-multicyclone sont épandues, sont dotés, au plus tard le 1^{er} septembre 2024, d'un dispositif permettant de séparer les cendres sous foyer et sous multi-cyclone, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant. Les appareils de combustion de biomasse déclarés avant le 1^{er} janvier 2024, d'une puissance thermique nominale inférieure à 10 MW, et dont les cendres sous multicyclone sont épandues, n'ont pas d'obligation de séparer les flux de cendres sous foyer et sous multicyclone.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les cendres issues de la combustion des chaudières biomasse sont utilisées dans les amendements organiques produits sur site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Livret de chaufferie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Livret de chaufferie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'a pas été relevé la tenue de livret de chaufferie sur les 3 installations. L'exploitant a confirmé que de tels livrets ne sont pas tenus ; toutefois les opérations d'entretien à réaliser sont listées sur un tableur informatique. Chaque semaine, un extrait est édité pour permettre le passage des consignes des opérations à mener aux opérateurs. La réalisation de ces opérations n'est toutefois pas tracée et enregistrée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en place un outil permettant de tracer les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des chaudières.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 16 : Efficacité énergétique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Efficacité énergétique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R.224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R.224-20 à R.224-41 du</p>

code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kW et inférieure à 20 MW.
Constats : A ce jour, aucun contrôle de l'efficacité énergétique n'a été réalisé sur les chaudières de la distillerie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant réalise un contrôle de l'efficacité énergétique de ses chaudières dont la puissance est supérieure à 0,4 MW, conformément aux articles R.224-20 à R.224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kW et inférieure à 20 MW.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 17 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 3.1.3.1 & 3.1.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions prises
Prescription contrôlée : Article 3.1.3.1 Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Les cuves de l'atelier tartrates sont vidangées chaque semaine. Les émanations des cuves de tartrates sont captées et incinérées sur une des chaudières à sciure de bois. Le bassin de réception des effluents (vinasses) est couvert et toute disposition est prise pour éviter toute nuisance olfactive de ce bassin. Article 3.1.3.4 L'exploitant réalise et tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées : [...] <ul style="list-style-type: none"> - un cahier de conduite de l'installation sur lequel il reporte les dates, heures et descriptifs des opérations critiques en termes d'émission de composés odorants ; - un document précisant les moyens techniques et les modes d'exploitation mis en œuvre pour limiter les émissions odorantes provoquées par l'installation ; - un registre des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique. Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte. L'exploitant présente annuellement les mesures correctives qu'il a mises en œuvre à la commission de suivi de site.

<p>Le niveau d'odeur dans les zones d'habitation environnant le site doit rester inférieur ou égal à 5 uo/m³ 98 % du temps.</p> <p>Cette prescription doit être vérifiée par la réalisation d'une modélisation de dispersion des odeurs. En cas de non-respect, toutes les mesures nécessaires sont prises afin de satisfaire cette prescription.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport d'étude du 21/01/2019, réalisé par Environnement'Air SAS, a été présenté. Ce dernier conclut que les concentrations d'odeurs mesurées sont inférieures à 5 uo/m³.</p> <p>Un registre des plaintes est tenu par l'exploitant. Ce dernier a été consulté : 5 en 2024 (les 20 mars, 9 avril et 19 novembre) et une en 2025 (le 8 janvier). Pour chaque plainte, l'exploitant mène une investigation pour identifier le mode de fonctionnement du site et l'origine possible des odeurs.</p> <p>Il est à noter que la distillerie ne fait plus l'objet d'une commission de suivi de site depuis 2020.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 18 : Légionellose

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 8.8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, ou de tout texte s'y substituant, relatif aux installations soumises à déclaration au titre de la rubrique 2921, s'appliquent.</p>
<p>Constats :</p> <p>La surveillance des tours aéroréfrigérantes de la distillerie est renseignée sous GIDAF.</p> <p># JACIR 1 Colonne à distiller - dernière mesure 18/12/2024</p> <p># JACIR 2 Evapo - dernière mesure le 15/01/2025</p> <p>Les valeurs sont conformes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 19 : Consommation d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 4.1.1 & 9.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :</p> <p>Origine de la ressource : Eau de surface</p> <p>Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau : La Soye</p> <p>Code national de la masse d'eau : O9630620</p> <p>Prélèvement maximal annuel : 89 000 m³</p> <p>Débit maximal horaire : 10,5 m³</p>

<p>Débit maximal journalier : 230 m³</p> <p>Origine de la ressource : Réseau public Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau : St Gènes de Lombaud Prélèvement maximal annuel : 500 m³</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau de surface sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement. Les résultats sont portés sur un registre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le suivi quotidien des consommations d'eau a été présenté. Grâce à ce dernier, il a été relevé une consommation en 2024 de 284,8 m³ dans le réseau d'eau public et de 57 004 m³ dans la Soye. L'exploitant a rappelé que depuis 2018, le site a mis en place une installation de recyclage de l'eau par osmose et ultrafiltration pour alimenter les chaufferies. Cette installation permet au site d'obtenir une autonomie sur quelques mois.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il relève des dispositions de l'arrêté ministériel "sécheresse" modifié du 30 juin 2023 et qu'il lui appartient de définir notamment le volume de référence associé à sa consommation d'eau.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 20 : Rejets aqueux n°1

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 4.3.9.1 & 9.2.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans le Lubert</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>article 4.3.9.1</u> Le rejet des eaux résiduaires traitées de la distillerie dans le "Lubert" est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du 1^{er} juillet au 30 septembre • et lorsque le débit du Lubert est inférieur à 95 l/s ce qui correspond à la valeur 37 cm sur l'échelle limnimétrique située au pont de l'ancien moulin de Guistran <p>Le débit du rejet est asservi au débit du ruisseau Le Lubert avec un coefficient de dilution de 1/100. En cas de panne du système de régulation du rejet, le débit maximal autorisé est de 85 m³/j soit 1 l/s en débit maximal instantané. L'Inspection des Installations Classées est informée des dysfonctionnements du système de régulation. L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N °1 - lagune 4 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)</p>

- MES 100 mg/l
- DCO 270 mg/l
- DBO₅ 100 mg/l
- N global 30 mg/l
- P total 10 mg/l

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

Mesures mensuelles + Mesures comparatives 1 fois par an (article 9.2.3.1)

article 9.2.3.1

Afin d'éviter tout rejet non-conforme, l'exploitant effectue un contrôle de la qualité des eaux (à minima MES et DCO) dans la lagune n°4 avant toute opération de rejet. Ces contrôles sont tracés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des classées.

Les mesures de l'effluent traité rejeté vers le Lubert (sortie lagune n°4) portent sur les rejets (concentration et flux) suivants aux fréquences indiquées ci-après. Les analyses sont effectuées sur un échantillon représentatif, sur une durée de 24 heures.

Constats :

Les résultats d'autosurveillance ont été consultés sous GIDAF pour l'année 2024. Aucun dépassement des valeurs limites n'est à noter.

Le report de la sonde de contrôle du débit du Lubert a été constaté sur site.

Depuis début janvier 2024, 7 campagnes de rejets ont été relevées (12 au 18 mars 2024, 8 au 12 & 19 au 27 novembre 2024, 5 au 7 décembre 2024, 6 au 11 & 22 janvier 2025, 7 au 11 février 2025). Les rejets du site sont très ponctuels et à l'initiative de l'exploitant (par pompage dans la lagune 4 et non par débordement).

Le contrôle inopiné sollicité en décembre 2024 n'a pas pu être mené sur le rejet n°1 faute de rejet par le site.

La réalisation de mesures comparatives depuis 2024 n'a pas pu être relevée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour garantir une mesure comparative annuelle conformément à l'article 9.2.3.1 de l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 21 : Rejets aqueux n°2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 4.3.9.1 & 9.2.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans la Soye

Prescription contrôlée :

article 4.3.9.1

Le débit des eaux de refroidissement rejetées ne dépasse pas 70 m³/j.

Ce rejet n'augmente pas de plus de 2°C la température du milieu récepteur et est à une température inférieure à 30°C.

- MES 100 mg/l
- DCO 300 mg/l
- P total 10 mg/l
- Fer et composés 5 mg/l
- Plomb et composés 0,5 mg/l
- Nickel et composés 0,5 mg/l
- Arsenic et composés 50 µg/l
- Cu et composés 0,5 mg/l
- Zn et composés 2 mg/l
- Trihalométhane 1 mg/l
- AOX 1 mg/l , si le flux est supérieur à 30 g/j

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

article 9.2.3.2

Mesures annuelles (article 9.2.3.2)

Constats :

Les résultats d'autosurveillance ont été consultés sous GIDAF pour l'année 2024. La mesure annuelle a été menée le 10 avril. Aucun dépassement des valeurs limites n'est à noter. Un contrôle inopiné a été mené en décembre 2024, conforme également.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Rejets aqueux n°3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 4.3.12 & 9.2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :**article 4.3.12**

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N °3 - eaux pluviales (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)

- MES 100 mg/l
- DCO 300 mg/l
- DBO₅ 100 mg/l
- Hydrocarbures totaux 10 mg/l

Mesures annuelles (article 9.2.3.1)

Constats :

Les résultats d'autosurveillance ont été consulté sous GIDAF pour l'année 2024. La mesure annuelle a été menée le 10 avril. Aucun dépassement des valeurs limites n'est à noter.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 9.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effets sur le Lubert
Prescription contrôlée : Les mesures portent sur les paramètres suivants aux fréquences indiquées dans le tableau ci-après aux points indiqués dans le plan en annexe 3 au présent arrêté : MES, DCO, DBO ₅ , azote Kjeldhal, phosphore, potasse : mesure mensuelle Indice biologique global normalisé (IBGN) : mesure annuelle Mesures comparatives : Annuelle
Constats : Les résultats d'autosurveillance ont été consulté sous GIDAF pour l'année 2024. L'exploitant assure le suivi des paramètres. Les mesures mensuelles ont été menées les 13/03, 17/07, 13/11, 18/12, 24/01/2025 et 12/02. Ces dates de prélèvements ne coïncident pas toujours avec les dates des rejets renseignés au point de rejet n°1.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie que les mesures dans le cours d'eau permettent une surveillance de celui-ci vis-à-vis des rejets du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 24 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 5.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Registre
Prescription contrôlée : L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement. Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du code de l'environnement. [...]

Constats :
<p>Le registre de suivi des déchets a été présenté durant l'inspection.</p> <p>Les évacuations de déchets dangereux par le site sont également tracées dans l'application ministériel Trackdéchets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 25 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 6.2 & 9.2.5 et article 4.6, APC du 04/03/2022
Thème(s) : Risques chroniques, Niveau acoustiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés Niveau de bruit ambiant existant > 35 dB(A) et ≤ 45 dB (A) : 6 dB(A) Niveau de bruit ambiant existant > 45 dB(A) : 5 dB(A)</p> <p>Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés Niveau de bruit ambiant existant > 35 dB(A) et ≤ 45 dB (A) : 4 dB(A) Niveau de bruit ambiant existant > 45 dB(A) : 3 dB(A)</p> <p>Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé au présent arrêté.</p> <p>Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : PÉRIODE DE JOUR allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés : 70 dB(A) PÉRIODE DE NUIT allant de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés) : 60 dB(A)</p> <p>Article 4.6 Analyse acoustique suite à la mise en service du nouveau foyer de séchage des marcs Une campagne de mesures acoustiques est réalisée au plus tard six mois à compter de la mise en service du nouveau foyer de séchage à marcs. La réalisation de ladite campagne et les résultats observés doivent respecter les conditions du titre 6 de l'arrêté préfectoral du 28/01/2020 susvisé. En cas de non-conformité observée, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et propose la mise en œuvre d'actions correctives idoines.</p> <p>Article 9.2.5.1. Mesures périodiques Une mesure de la situation acoustique sera effectuée tous les 3 ans ou plus si demande de l'inspection, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué</p>

<p>préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.</p> <p>Les mesures « usine à l'arrêt » doivent être effectuées sur 5 heures minimum entre le dimanche matin et le lundi matin.</p> <p>Les mesures « usine en fonctionnement » doivent être effectuées sur 5 heures minimum entre le mardi matin et le vendredi soir.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de mesures acoustiques menées par Bureau Veritas, suite à intervention du 18 au 21 août 2023 et du 26 au 27 septembre 2023, relevait une non conformité au niveau d'une zone à émergence réglementée située au sud du site : émergence de jour calculée à 12 dBA au lieu de 5 dBA</p> <p>Un second rapport a été établi, suite à intervention du 28/11 au 29/11/2023. La non conformité y est toujours relevée : émergence de jour calculée à 9 dBA au lieu de 5 dBA</p> <p>L'exploitant a fourni un tableau récapitulatif des dernières mesures sur ce point en ZER Sud du site, réalisées en avril 2017, sept 2017, mai 2018, sept 2021 et nov 2023. Le bruit ambiant mesuré à ce point est conforme aux limites de niveau de bruit et est relativement stable : de 45,5 à 49,5 dBA mesurées (limite à 70 dBA). La non conformité sur l'émergence provient d'une baisse du bruit résiduel mesuré depuis 11/2023 (37,5 dBA).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sauf cas de plainte, l'exploitant poursuit la surveillance périodique tous les 3 ans. La prochaine mesure devra être menée d'ici septembre 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 18 mois</p>

N° 26 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 7.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - de deux colonnes d'aspiration et d'une réserve d'eau constituée par la lagune n°4 eaux traitées, ainsi que d'une colonne de diamètre 150 mm équipée à chaque extrémité de deux raccords pompiers et de vannes quart de tour ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation ; - d'un poteau incendie à l'entrée du site. <p>Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p> <p>Pour les stockages d'alcool, les dispositifs suivants sont prévus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une aire de stationnement avec une réserve d'eau de 30 m³ située hors zones des effets

<p>irréversibles de surpression, mais à proximité des stockages d'alcool et une réserve d'émulseurs de 1800 litres à 6 % ou équivalent,</p> <p>- des canalisations et des déversoirs à mousse permettant au moyen d'un engin du SDIS de déverser de la mousse dans les cuvettes de rétention des stockages d'alcool.</p> <p>Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Article 7.6.3</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) [...].</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
--

<p>Constats :</p> <p>Comme vu lors de la précédente inspection de 2023, l'indisponibilité du poteau incendie public a été compensée par la mise en place d'un bassin de 500 m³ en face de l'entrée de la distillerie, muni d'une colonne d'aspiration permettant de garantir un débit de 60 m³/h. Ce point devra faire l'objet d'une évolution de l'AP à l'occasion d'une modification ultérieure.</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport de vérification des extincteurs, réalisée le 11/04/2024 par la société MP Incendie, sans observation particulière.</p> <p>La vérification semestrielle de la détection incendie a quant à elle été faite par la société DESAUTEL le 24/12/2024, sans observation particulière.</p> <p>Une nouvelle réserve d'émulseurs sans fluor a été réceptionnée sur site, afin de remplacer la réserve actuelle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet un justificatif de l'évacuation de la réserve d'émulseurs fluorés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 27 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/03/2022, article 4.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Séchoir à marcs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En sus des dispositions de l'article 7.3.1 de l'arrêté du.28/01/2020 susvisé, l'installation de séchage</p>

à marcs (incluant le nouveau foyer) est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur du local où se trouve l'unité de séchage des marcs. Ces extincteurs sont disposés en nombre suffisant. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- la mise en place de systèmes de mise en sécurité de l'installation de séchage ; ces mises en sécurité sont automatiques et sont prévues pour limiter la génération ou la propagation d'un incendie. Elles sont décrites ci-dessous :

[...]

Les différents systèmes d'aspersion d'eau précités sont associés à une réserve d'eau correctement dimensionnée pour assurer la lutte contre un incendie. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection, les éléments justifiant du respect de cette prescription.

L'ensemble des actions est géré par l'automate, et sous surveillance permanente de l'opérateur.

Par ailleurs, le local abritant le foyer de combustion de l'installation de séchage des marcs est pourvu d'un système de désenfumage respectant les conditions suivantes :

-des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées.

La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage ;

-la commande manuelle des exutoires est au minimum, installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes.

Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.

À défaut de la mise en œuvre du système de désenfumage suscité, l'exploitant est en mesure de démontrer que les surfaces maintenues ouvertes en toutes circonstances sur au moins une des façades du bâtiment, sont suffisantes pour permettre de les valoriser comme un désenfumage naturel.

Constats :

La réserve d'eau dédiée aux systèmes d'aspersion du séchoir à marcs a été constatée durant la visite.

L'exploitant a apporté les explications suivantes : le système d'aspersion d'eau est alimenté par une pompe à eau qui est surveillée en permanence par l'automate. Si la pompe est en défaut ou si le niveau de la cuve à eau est trop bas, l'installation de séchage s'arrête automatiquement. Le système de sécurité incendie a 4 niveaux de seuil en fonction de la température. Le niveau de seuil 1 est régulièrement atteint et déclenche l'aspersion d'eau à l'entrée du sécheur, ce qui nous permet de vérifier que le système est opérationnel.

L'exploitant a justifié suite à l'inspection de la mise en place du système de désenfumage installé sur le bâtiment abritant le foyer du séchoir en fournissant le devis et la facture des 3 dômes installés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 28 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. Une vérification de la thermographie est également réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>Article 7.6.3 L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance [...] des installations électriques, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de vérification des installations électriques du 17/07/2024, réalisé par l'Apave, a été transmis en amont de l'inspection. Il fait état de 16 observations, dont une récurrente. Les limites d'intervention de ce rapport indiquent la nécessité de réaliser des vérifications complémentaires, non menées.</p> <p>Le rapport de vérification des installations électriques par thermographie infrarouge du 04/06/2024, réalisé par l'Apave, a également été transmis. Le compte-rendu Q19 met en avant 11 anomalies de priorité 1, dont 2 récurrentes, et indique que le risque d'incendie est présent. Les observations identifiées lors de ces contrôles sont suivies par l'établissement. Les fiches d'anomalies ont été constatées complétées, permettant de tracer les actions menées et la levée des non-conformités.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées de la prise en compte des limites d'intervention identifiées dans le rapport de contrôle des installations électriques, et procède aux contrôles complémentaires si besoin.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 29 : Dispositifs de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications
Prescription contrôlée :

[...] Les dispositifs de protection contre la foudre font l'objet d'une vérification visuelle annuelle et d'une vérification complète tous les deux ans. Ces vérifications sont effectuées par un organisme compétent. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées, l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

Constats :

La dernière vérification annuelle a eu lieu le 04/04/2024 (vu le rapport Apave) et la dernière vérification complète le 13/06/2023 (vu rapport Apave). Aucune observation n'a été relevée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 30 : Electricité statique et mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 7.4.3

Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications

Prescription contrôlée :

En zones à risques, tous les réceptifs, canalisations, éléments de canalisations, masses métalliques, équipements métalliques fixes ou mobiles doivent être connectés électriquement de façon à assurer leur liaison équipotentielle.

L'ensemble doit être mis à la terre. La valeur des prises de terre est conforme aux normes en vigueur. Chaque zone de chargement/déchargement d'alcool dispose d'une mise à la terre. La valeur de la prise de terre est également conforme aux normes en vigueur.

Constats :

Le rapport d'examen visuel et de continuité au circuit de protection des liaisons équipotentielles des cuves d'alcool, flexibles et pdt camion du 23/07/2024 par l'Apave a été transmis. La valeur de continuité sur l'ensemble des installations ne présente pas de non-conformité sur l'ensemble des installations.

La prise de terre camion du haut détériorée a été remplacée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 31 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 7.4.5

Thème(s) : Risques accidentels, Registre

Prescription contrôlée :

Le personnel est formé annuellement à la sécurité (rappel des consignes de sécurité, permis de feu, manipulation des extincteurs, consignes pour l'accès des pompiers...). Cette formation est tracée dans un registre avec la liste des participants et le contenu de la formation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

<p>Constats :</p> <p>La société a engagé un gros travail de révision de la prise en charge des risques professionnel sur son site, notamment suite à la mise en demeure du DREETS du 2 juillet 2024 relative au respect des principes généraux de prévention.</p> <p>La société est assistée 2 jours par mois par le Groupement d'Employeurs du Grand Libournais (GELIB) pour des prestations de formation des travailleurs. Une personne du GELIB intervient 2 jours par mois sur site pour procéder à des sensibilisations aux risques spécifiques, aux accueils sécurité des agents, etc.</p> <p>Les classeurs d'enregistrement des formations par agents (accueil sécurité, formation risque incendie, etc.) et des sensibilisations (nettoyage des cuves le 12/09/2024 par exemple) ont été consultés durant l'inspection.</p> <p>Le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) est en cours de finalisation. Il a été souligné la nécessité de procéder aux formations sur le risque ATEX du personnel.</p> <p>Concernant les exercices de lutte contre l'incendie ou autre accident identifié dans l'étude des dangers du site, l'exploitant a indiqué ne pas en avoir réalisé jusqu'à lors.</p> <p>L'exploitant a indiqué être en contact avec le SDIS de Créon, procédant à des visites du site de manières périodiques par les sapeurs pompiers de la caserne.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 32 : Cuves et rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que quelques produits dangereux, étiquetés, n'étaient pas stockés sur des rétentions adaptées (notamment à proximité de la chaudière STEIN, du local de traitement des</p>

eaux).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'exploitant met en place des rétentions adaptées pour l'ensemble de ses stockages de produits dangereux.</p> <p>Il justifie auprès de l'inspection des installations classées la mise en place de rétentions pour les 2 exemples cités dans le constat ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 33 : Détection incendie des cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 8.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cuvettes de rétention des stockages d'alcool sont équipées d'un système de détection automatique d'incendie avec alarme. L'alarme est reportée au niveau du personnel d'encadrement de l'usine, qui avertit les services d'incendie et de secours.</p> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport de contrôle semestriel du système de détection incendie des 2 cuveries, intérieure et extérieure, datée du 24/12/2024 par la société DESAUTEL, sans observation particulière.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 34 : Epandage autorisé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 8.5.2
Thème(s) : Situation administrative, Suivi
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Cet épandage est uniquement réalisé via le pompage dans la lagune eaux traitées n°4 et via des tuyauteries, qui relie le pompage à la parcelle sur la parcelle.</p> <p>L'exploitant n'épand que le volume nécessaire pour apporter les quantités de nutriments, dont le potassium, assimilables par les cultures. Le volume maximal épandu est de 9000 m³/an. [...]</p> <p>L'exploitant établit un programme prévisionnel annuel d'épandage, en accord avec les exploitants</p>

<p>agricoles, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées.</p> <p>Ce programme prévisionnel est transmis à l'inspection des installations classées un mois avant le début de l'épandage.</p> <p>Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspection des installations classées, doit être tenu à jour. [...]</p> <p>L'exploitant réalise annuellement un bilan des opérations d'épandage ; ce bilan est adressé au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'épandage autorisé pour le site concerne les eaux après lagunage qui sont épandues sur des terres agricoles (peupleraie) par aspersion, lorsque le rejet au cours d'eau est interdit.</p> <p>Le bilan 2023-2024, établi par Véolia en mars 2025, a été communiqué. Ce dernier indique que le déroulement des épandages a été conforme aux prescriptions réglementaires.</p> <p>Le programme prévisionnel d'épandage 2024-2025 a également été communiqué. Les résultats des analyses menées dans le cadre de la campagne sont enregistrés sous Gidaf.</p> <p>Le cahier d'épandage a été consulté sur site. Ce dernier fait état d'épandage les 4, 5, 9, 10, 22 et 23 juillet 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 35 : Déclaration annuelle

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 9.4.1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, GEREP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet chaque année au ministre chargé de l'environnement une déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, conformément à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008.</p> <p>La transmission de la déclaration des émissions de l'année N est transmise par télédéclaration avant le 1^{er} avril de l'année suivante.</p>
<p>Constats :</p> <p>La déclaration des émissions polluantes et des déchets est faite annuellement sur GEREP (2021, 2022 et 2023 consultées). La déclaration pour l'année 2024 était en cours au jour de l'inspection (90%).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 36 : Chaudière GAZ

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.13 & 2.16</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Alimentation et détection</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2.13. <u>Alimentation en combustible</u></p>

[...] Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur des bâtiments s'il y en a, pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un pressostat (3). Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée.

Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation. [...]

2.16 Détection de gaz - Détection d'incendie

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol. Ce dispositif coupe l'arrivée du combustible et interrompt l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

Toute détection de gaz, au-delà de 30 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues au point 2.7 de la présente annexe.

Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

Pour les installations dont le dossier de déclaration est antérieur au 1^{er} mars 2023, la disposition concernant la LIE de 30 % s'applique à compter du 1^{er} janvier 2024.

Un dispositif de détection automatique d'incendie équipe les locaux abritant tout type d'installation de combustion ou directement l'appareil de combustion, comme mentionné au point 4.2 de la présente annexe.

Pour les installations dont le dossier de déclaration est antérieur au 1^{er} mars 2023, et qui ne sont pas situées en sous-sol, la détection automatique d'incendie s'applique à compter du 1^{er} juillet 2024.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences du point 2.13 de la présente annexe. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Constats :

Il a été relevé l'absence de vanne de coupure clairement repérée et facilement accessible à l'extérieur du bâtiment abritant la chaudière Gaz. La chaudière est dotée d'une vanne de coupure au plus proche de du foyer et d'une vanne dans le poste de livraison à l'extérieur du bâtiment, fermé à clé.

Le bâtiment est doté d'un système de détection de gaz, hors service le jour de l'inspection. De plus, l'exploitant a indiqué ne pas vérifier cette installation. Il a été précisé que l'installation est

<p>exploitée sous surveillance humaine permanente. Toutefois, l'exploitant a indiqué être en cours de consultation pour remplacer le système de détection existant.</p> <p>Le bâtiment n'est pas équipé d'un système de détection incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées qu'il dispose des organes de sécurité suivants dans le local de la chaudière GAZ :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un système de détection de gaz opérationnel, - un système de détection incendie, - une vanne de coupure de gaz accessible rapidement et parfaitement signalé à l'extérieur du bâtiment.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>